

## Position du Théâtre de Quartier

### Théâtre de Quartier

Numéro 9, automne 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/28745ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Quinze

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Théâtre de Quartier (1978). Position du Théâtre de Quartier. *Jeu*, (9), 22–24.

qui a, entre autres, pour but de façonner sur la scène le témoignage de l'homme historique au sens qu'André Malraux se plaisait à lui donner : "Celui d'un homme qui a le génie de cristalliser en formules relativement simples ce qui fait l'accord d'un peuple."  
juin 1978

\* Mémoire présenté le 22 juin 1978 par l'Association des directeurs de théâtre au Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal afin de contester sa réglementation en matière de subsides à la création. L'A.D.T. a ensuite interdit à ses membres d'accepter les subventions du Conseil des Arts. Au début d'octobre, le Conseil des Arts maintenait toujours sa décision... (N.D.L.R.)

## position du théâtre de quartier

Les nombreuses lettres aux journaux à propos de la pièce de Denise Boucher, *Les fées ont soif*, dont le Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal refusait de subventionner la production, en juin dernier, de par leur ambiguïté idéologique, nous incitent, non sans hésitation, à participer au débat sans doute alimenté par de bonnes intentions, mais dont le contenu prend des allures de plus en plus confuses, voire même... suspectes. Nous demeurons fort perplexes devant la position du Théâtre du Nouveau Monde (T.N.M.) et devant celle du Conseil des Arts de Montréal, et nous nous interrogeons sur le principe de la liberté d'expression en pays capitaliste, peu importe de quelle idéologie il se réclame.

Le T.N.M. crie "à la censure" parce que le Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal n'apporte pas d'aide financière à la mise en scène d'un texte qualifié par son jury d'inacceptable. Le T.N.M. a raison de se révolter contre ce Conseil des Arts qui, à l'image de son Hôtel de Ville et de sa Commission scolaire, semble le plus réactionnaire qui soit. En effet, toute forme d'ingérence gouvernementale dans les pratiques artistiques est condamnable, et d'autant plus quand cela veut dire : examiner le texte écrit avant d'accorder l'argent nécessaire à sa mise en forme. Cette politique culturelle écarte du revers de la main tout le théâtre de création qui, à

Montréal, rencontre d'énormes difficultés financières. En 1978, on fait un théâtre vivant de la même manière que Molière, Shakespeare ou Brecht à leur époque. Ce "Jeune Théâtre", parce que contemporain, se planifie, s'improvise, se construit, se corrige, à mesure qu'il se met en scène. Il ne peut être jugé avant même d'exister !

Nous trouvons tout de même curieux qu'aucune troupe de Jeune Théâtre, membre ou non de l'Association québécoise du jeune théâtre (A.Q.J.T.), ne puisse participer au programme de subvention du Conseil des Arts métropolitain. En effet, seules les compagnies institutionnalisées comme le T.N.M. profitent de ce programme. N'est-ce pas là une censure encore plus radicale ? Le Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal refuse de reconnaître un certain théâtre de création comme il refuse de reconnaître le théâtre populaire, c'est-à-dire ce théâtre itinérant qui, dans des lieux de rassemblement spontané, divertit en faisant participer à des débats actuels la majorité des contribuables qui, eux, ne vont jamais au théâtre. Le contribuable sait-il qu'il paie trop souvent pour un théâtre qu'il ne voit pas ?

D'autre part, nous soupçonnons cette chasse à la censure de battage publicitaire indirect. A-t-on vraiment affaire à une lutte pour le droit à la liberté d'expression, ou bien à un habile marketing ? Assisterions-nous par ha-

sard à une reprise de "Gauvreau ne se taira plus" ? Le slogan avait si bien marché ! Pourtant, le texte de Gauvreau s'est tu, caché derrière une représentation des plus mondaines; mais Denise Boucher semble très bien s'accommoder de ce tremplin publicitaire beau, bon et surtout... pas cher. L'occasion est alléchante : la subvention est refusée, partons une polémique, ça ne coûte rien et ça fera vendre le spectacle. Cette combine n'est que trop visible, d'autant plus que l'argument de la liberté d'expression n'a jamais été examiné en profondeur. Pour nous, il s'avère important de démystifier ce concept aussi piégé que celui de la libre entreprise en pays capitaliste.

On se scandalise des libertés de jugement de M. Vadeboncoeur; pourtant, l'opinion générale semble d'accord avec lui pour condamner *Ti-Jésus Bonjour* où le populisme s'allie aux complaisances anales. Si M. Vadeboncoeur freine la présentation d'auteurs grivois chez nous, il n'en continue pas moins d'encourager des saisons au T.N.M. qui, depuis dix ans, sont de plus en plus insupportables. C'est l'esprit conservateur beaucoup plus qu'une éthique culturelle qui suggère à M. Vadeboncoeur de censurer la création de *Les fées ont soif*. Cela fournit au T.N.M. une occasion rêvée de jouer au contestataire et de renforcer son image de modernité tout en nous refilant son médiocre menu saisonnier.

Le geste de M. Vadeboncoeur aurait été beaucoup plus conséquent s'il avait permis un questionnement direct sur la compétence de la direction artistique du T.N.M. en matière de diffusion culturelle. Il serait temps que le T.N.M. soit jugé selon son rôle dans la société. Le T.N.M. pourrait concentrer ses activités autour des oeuvres classiques en y apportant tout le travail artistique qui s'impose et en les rendant dans leur perspective historique réelle. Molière n'a-t-il pas apporté

une critique sociale importante à son époque ? Tchekhov ne dit-il pas l'impasse de l'aristocratie et de la bourgeoisie russe du début du siècle ? Si ces oeuvres nous étaient présentées par le T.N.M. avec toute leur dimension historique, celui-ci pourrait devenir un musée exemplaire. Un musée dynamique assurera toujours une animation essentielle à l'évolution d'un peuple. Vu sous cet angle, le T.N.M. semble sur une très mauvaise voie, censure ou non. Nous ne sommes pas les premiers à lui reprocher de s'éparpiller dans de multiples projets (classiques, créations, boulevard, etc.), et nous ne serons sans doute pas les derniers. De toute façon, qu'il le veuille ou non, et malgré toutes ses prétentions, le théâtre populaire se fait hors de ses murs, le théâtre expérimental aussi, et ce théâtre, nous le répétons, n'est pas subventionné par le Conseil des Arts métropolitain. Et ça, c'est plus important que la censure isolée de *Les fées ont soif*. Des troupes survivent et souvent meurent parce qu'elles ne sont pas suffisamment encouragées par les derniers publics. Pourtant, ce sont bien elles qui cherchent à promouvoir la culture québécoise. Le T.N.M. essaierait-il de souffler un petit scandale pour mieux faire passer une saison plus abêtissante que jamais ? N'en déplaise à tous ceux qui, de bonne foi, ont appuyé le T.N.M. par leurs lettres aux journaux, parmi lesquels on remarque d'ailleurs de nombreux metteurs en scène des compagnies institutionnelles, le Théâtre de Quartier n'est pas dupe de cette supercherie. Surtout quand elle s'étaye de naïves mélopées et de conférences-de-presse-mascarades, où, entre artistes, on continue à égorger des colombes, à se montrer le sexe, à s'improviser des danses de macaques devant des journalistes désabusés. La fabrication des monstres sacrés n'a jamais fait avancer d'un iota la conscience d'un peuple. Et le monde ?

Où est le monde dans tout ça ? Le théâtre se moquerait-il effrontément de ceux qui le font vivre ?

La vraie censure est ailleurs. Si la liberté d'expression équivaut à dire n'importe quoi, n'importe comment, devant n'importe qui, nous ne voulons pas de cet anarchisme inaccessible au public populaire. La seule véritable liberté d'expression est celle de choisir une parole publique, responsable de sa portée collective, engagée dans le mieux-vivre d'un peuple qui bâtit lentement un pays neuf où l'injustice sociale devra disparaître. Hors de ce projet, la liberté d'expression rejoint la liberté de l'exploitation.

A ce projet de liberté d'expression, le Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal et le Théâtre du

Nouveau Monde n'adhèrent ni l'un ni l'autre. Ils continuent, tous les deux, à faire en sorte que la culture reste entre les mains d'une minorité possédante. La voilà, la véritable censure. Elle ne se fait pas sur le dos des fées étoilées du T.N.M., elle empêche le théâtre populaire de rejoindre la majorité des citoyens.

juillet-octobre 1978 \*

\* Ce texte, qui a connu divers remaniements depuis sa première rédaction en juillet, a d'abord voulu circonscrire et critiquer le cas de *Les fées ont soif*; cependant, en dépit de la solidarité corporatiste des membres de l'A.D.T., notre propos, davantage politique, continue de s'appliquer à l'ensemble de l'activité théâtrale à Montréal. (Le Théâtre de Quartier.)